

## LA LANGUE EST/ ET LE POUVOIR

Ana GUTU, Université Libre Internationale de Moldova

*« ...La langue est un bien politique. Toute politique de la langue fait le jeu du pouvoir en le confortant par un de ses appuis les plus fidèles. »*

*Claude Hagège.*

En tant que phénomène universel définissant l'humanité dans son essence primordiale – la langue, porte-parole de la raison, fera encore couler beaucoup d'encre avant de dévoiler ses secrets les plus cachés et les plus évidents, dont l'origine originelle, plus que la fonctionnalité, les structures et les rapports, a été, est, et sera la pierre philosophale de la pensée linguistique. Sacrée, car le premier fut le verbe, maudite, car de nombreux lettrés moururent sur l'échafaud pour l'avoir pratiquée dans toutes ses variétés, bienheureuse, car les oraisons glorifient Dieu et son règne, meurtrière, car les guerres et les révolutions ont crié vengeance, paradisiaque, car les plus beaux vers sont ceux de l'amour, toute puissante, car le pouvoir est à ceux qui la domptent sans hésitation – Sa Majesté la Langue nous fascine et nous tient captifs à la longue des siècles.

Avant de devenir le chouchou des linguistes-chercheurs, la langue a exercé pleinement ses pouvoirs juste après la confusio linguarum de Babel. D'ailleurs, avant Babel, la langue s'identifiait au pouvoir, notamment à celui de l'entente édénique, où tous les êtres humains, ô, miracle, communiquaient sans empêchement, la langue étant une véritable bénédiction de Dieu. Mais cette bénédiction tourna vite en malédiction le jour où l'audace des hommes fut punie par le Seigneur Éternel. Dès lors le périple des langues ne cesse pas de se compliquer, la langue elle-même jouant le rôle de *persona in fabula*, convoitée, adorée, bafouée, chantée par seigneurs et valets, philosophes et profanes, tyrans et prolétaires.

Dans cet article nous tâcherons de prouver que la langue est un pouvoir, à part d'être, et cela tout d'abord, un don divin. Les deux notions sont polyvalentes, polysémiques, et il serait bien de commencer par les définitions qui seront prises en compte dans notre modeste contribution.

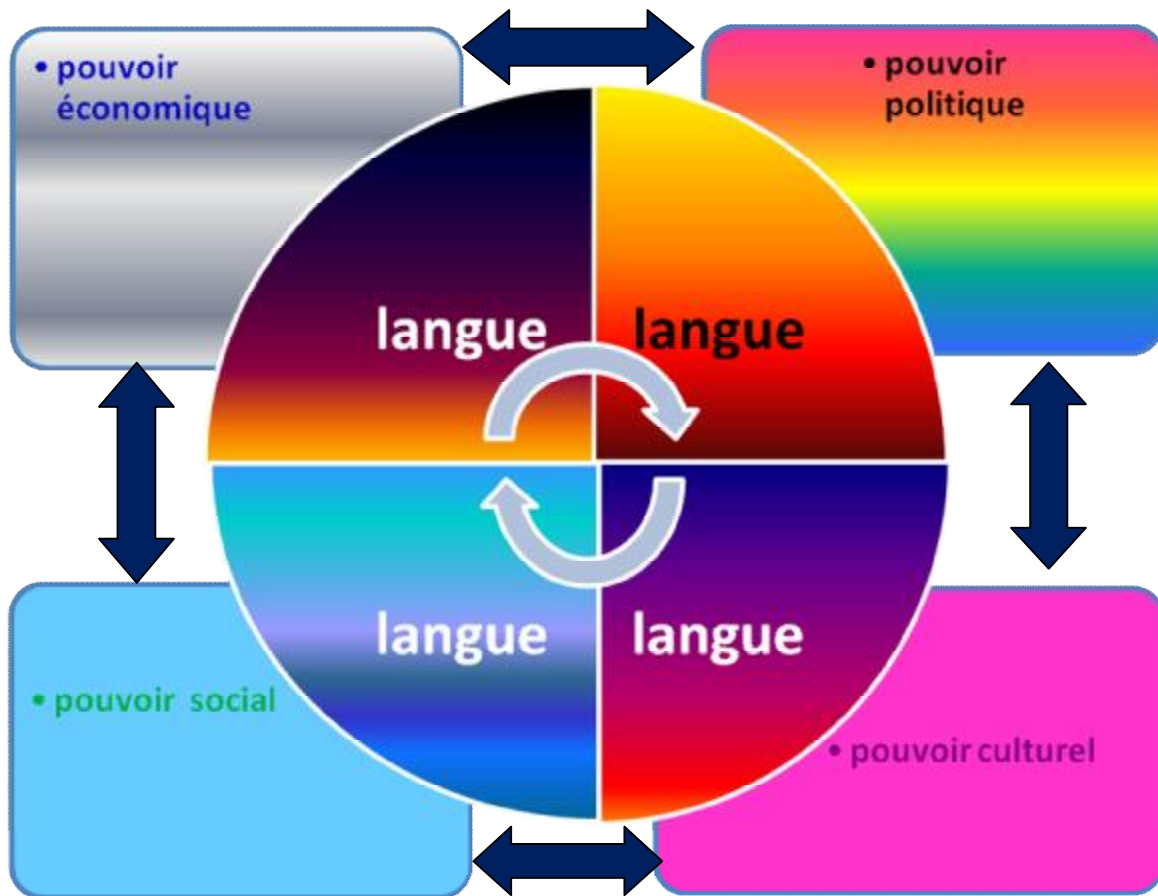
Nous n'allons pas philosopher autour des approches platoniciennes ou aristotéliennes, mais, plutôt, commencer d'emblée par une interprétation néosaussurienne donnée de la langue :

*« Saussure distingue la langue, conçue comme fait social, de la parole, comme exécution individuelle de celui qui parle ou qui écrit. Par la langue Saussure désignait le système même de la langue, c'est-à-dire l'ensemble de toutes les règles qui, au sein d'un état de langue donné, détermine l'emploi des sons, des formes et des moyens syntaxiques et lexicaux. Autrement dit, la langue est le système supra-individuel dont l'existence est la condition même de la communication entre les hommes. Le système est attribué à la société et seule la langue est rationalisable. »*

(Farago, 2004, p. 26)

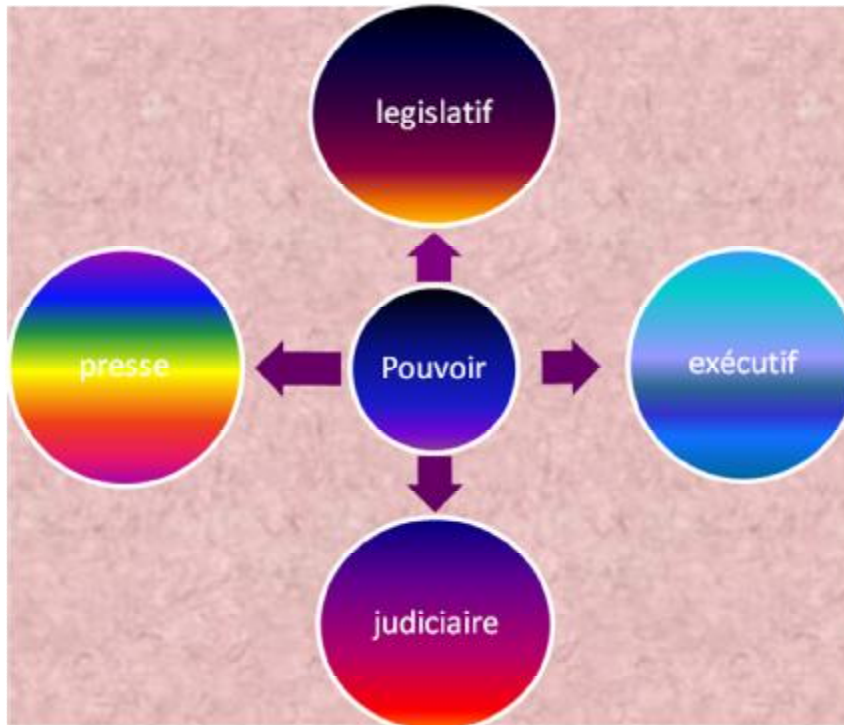
Nous allons, donc, glisser vers l'aspect social de la langue et, notamment, ses rapports et ses manifestations multiples qui lui accordent le statut d'un pouvoir, capable d'influencer le cours de l'histoire, d'agir sur le destin des civilisations, des nations. Il nous semble utile d'imaginer un

graphe, juste pour rendre justice, quand même, à la tradition aristotélicienne, qui nous aidera à mieux rattacher les mécanismes du pouvoir à la langue - entité universelle.



*Grappe 1. Les rapports de la langue avec les différents types de pouvoir dans une société.*

Le graphe quadrilatéral doit être vu comme une entité organique, mais qui est parfaitement divisible en éléments distincts. D'abord, il peut être articulé selon la direction du pouvoir exercé par la langue. Ainsi, dirions-nous que la langue fait autorité *extrinsèque* du point de vue de son rapport avec le pouvoir politique et le pouvoir culturel/civilisateur. Et d'un autre côté, son rapport avec le pouvoir économique et social est de nature *intrinsèque*. En même temps, on ne peut pas séparer de manière stricte et tranchante les composantes du graphe, les flèches qui relient ces composantes nous indiquent bien l'essence interférente de tous les types de pouvoir que nous avons décelés au niveau sociétal. Bien évidemment, il ne faut pas confondre les pouvoirs conventionnels que nous avons représentés par commodité pour notre analyse et les pouvoirs de l'État, dont la séparation postulée par Montesquieu peut être affichée comme suit dans le graphe ci-dessous :



**Graph 2. La séparation des pouvoirs dans l'État.**

Selon les champs interférant sur le graph 1 la langue se superpose au pouvoir, et cette intimité peut aboutir même à l'identification du pouvoir avec la langue. Bien sûr, c'est le cas de l'autorité de la langue allant de pair avec le pouvoir politique, il suffit de regarder l'histoire des empires : pensons au rôle du latin dans l'Empire Romain. *Dis-moi quelle est ta langue je te dirai quel est ton empire d'origine*. Il est vrai qu'un pareil dicton n'est point valable dans le cas des états-nations d'aujourd'hui qui payent encore tribut à l'histoire. Le latin, *lingua franca* jadis, est aujourd'hui une langue morte, rien qu'un instrument de communication scientifique pour les savants, mais une langue-mère pour la famille des langues romanes. L'identification de la langue au pouvoir (politique) en vertu de sa coercition extrinsèque (Gutu, 2008) s'est largement manifestée dans l'Empire Romain. Toujours l'exemple des empires nous permet de constater la superposition de la langue aux autres pouvoirs – économique, culturel et social. La domination du latin était une condition sine qua non afin d'assurer la libre circulation des personnes, des marchandises, de l'argent. Une sorte de valeurs latines qui ont été juste reprises par l'UE.

*« ...L'unité de la langue intéresse le pouvoir. La variation l'incommode : celle des modes de dire, qui déjà fait obstacle au parcours de l'argent, et aussi celle des modes de penser. »*

(Hagège, 2002, p. 270)

La langue latine était celle des sénateurs, des militaires, des philosophes et de la plèbe. Évidemment, le latin des magistrats n'était pas celui des soldats romains. Le latin vulgaire était la langue qui entraînait en contact avec les langues des territoires romanisés. Le résultat est l'existence aujourd'hui des doublets étymologiques en français, par exemple *fête – festival, goût – gustatif*. Le latin a exercé son pouvoir politique, civilisateur, économique durant l'existence de l'Empire Romain. Avec la chute de l'Empire l'influence du latin s'est réduite à redessiner la carte linguistique des langues ayant accueilli le latin et ayant subi son influence. Le même phénomène de l'interférence des pouvoirs sur lesquels la langue avait exercé son autorité, avait eu lieu dans l'ex U.R.S.S., un empire plus récent, où le russe était de manière non-déclarée constitutionnellement

(sic!) la langue de communication entre les républiques soviétiques-« sœurs ». La Fédération Russe, en tant que pays dominant dans l'ex U.R.S.S., avait imposé politiquement le russe, mais aussi économiquement, culturellement et socialement. Supplémentairement il y a eu un phénomène connexe, l'apparition de la langue de bois, ayant comme but la prolifération des noms au détriment des verbes, afin d'induire en erreur l'esprit percevant et de créer un effet de fausse compréhension du réel :

*« Le régime soviétique en est encore un exemple frappant, lui qu'on a pu qualifier de « logocratie ». Il convient, en fait, d'analyser en termes linguistiques cette fameuse « langue de bois », définie ici et là comme un style par lequel on s'assure le contrôle de tout, en masquant le réel sous les mots. »*

(Hagège, 2002, p. 268)

Le pouvoir politique exercé par la langue est aussi prégnant dans les régimes et les dictatures. Bien évidemment nous pensons au régime nazi qui a exploité au maximum la langue allemande dans les discours de propagande, celle-ci étant devenue la langue de la guerre. Dans les régimes et les dictatures les langues dominantes effrayent.

*« Les dictatures n'aiment certes pas à être identifiées. Comment demeureraient-elles indifférentes à la langue ? Une propriété singulière de la langue est justement d'être un pouvoir clandestin. L'exercice de la langue est celui, non explicitement déclaré, d'une suprématie. »*

(Hagège, 2002, p.269)

Il est vrai que l'allemand a payé pour avoir été la langue du régime nazi. Proscrite des organismes internationaux, cette langue extraordinaire, qui a été celle d'environ 1000 philosophes, se fraye difficilement un chemin dans le multilinguisme européen, ayant perdu la bataille face au français et même à d'autres langues européennes.

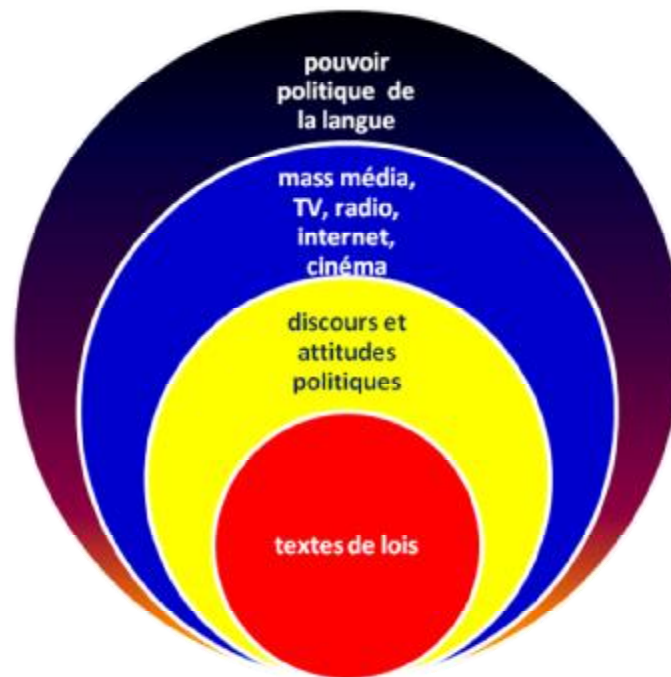
Le régime de Staline, en U.R.S.S., a pris toutes les mesures nécessaires pour assurer l'hégémonie du russe. La censure était tellement aiguë, que toutes les traductions des chefs-d'œuvre de la littérature universelle vers les langues des républiques-sœurs se faisaient à travers le russe. Une langue est l'instrument parfait d'une dictature. C'est aussi un prétexte pour commettre des crimes contre les linguistes.

*« Pourquoi les langues sont-elles si souvent les enjeux de violents affrontements, comme jadis ou naguère, en Grèce, en Inde et en Belgique, pour s'en tenir à des exemples du XX-e siècle ? Les métiers de langue ne sont pas sans périls : l'historien et philologue iranien A.Kastravi, qui proposait de désarabiser une partie du lexique persan, est assassiné en 1946 comme ennemi de l'islam ; et Staline, en 1936, avait envoyé le linguiste E.D.Polivanov, jugé trop favorable aux langues turques et trop hostile aux dogmes, régnant alors, du marxisme, devant un peloton d'exécution ».*

(Hagège, 2002, p. 267)

Le caractère extrinsèque de l'autorité politique de la langue russe alias la coercition, après 70 ans d'influence directe, 19 ans après la déclaration de la souveraineté de la République de Moldavie, se manifeste encore aujourd'hui. Nous allons examiner à tour de rôle les quatre composantes du pouvoir en corrélation avec la langue, appliquées à la conjoncture sociolinguistique actuelle en République de Moldavie.

**Le pouvoir politique et la langue.** Malgré la réalité démographique – 80% des habitants parlant le roumain comme langue maternelle, 5,8 % - le russe, 11% - l'ukrainien, 4% - le gagaouze etc. - le roumain n'est que partiellement chez lui en Moldavie de point de vue politique. Malheureusement, il existe une loi déjà obsolète sur le fonctionnement des langues, adoptée encore en 1989 à l'époque de l'U.R.S.S. qui institue un bilinguisme déséquilibré, ne cadrant plus avec l'évolution des pouvoirs exercés par le roumain en Moldavie sur les dimensions culturelle et sociale surtout. L'importance du russe en RM persiste par inertie, le russe emportant sur le roumain en dépit du fait que le russe est parlé et utilisé comme langue première de communication par quelques 16% de la population. Cette langue, minoritaire du point de vue de son utilisation selon la structure démographique, a des velléités de langue majoritaire, d'autant plus qu'elle bénéficie de tous les supports dont une langue a besoin : les mass média, les chaînes TV et radio, l'Internet, les faveurs de certains partis politiques. Nous allons présenter ici-bas un autre graphe expliquant la structure du pouvoir politique conjugué à la langue.



**Graphe 3. Les parties constituantes du pouvoir politique de la langue.**

Si nous faisons l'analyse des parties composantes du graphe (la situation sociolinguistique en RM), nous pouvons facilement constater que le rapport pouvoir politique du roumain vs le pouvoir politique du russe est loin d'être en équilibre, au moins, proportionnel à celui démographique. Arguments : tous **les textes des lois** sont bilingues, une foule de fonctionnaires perd effectivement son temps au parlement aussi bien que dans les ministères pour traduire les lois et les ordonnances en russe, 'l'intention d'un nombre minima de fonctionnaires qui ne connaissent pas le roumain. L'argent jeté par la fenêtre et l'effort humain conjugué au temps (les deux derniers sont des néo-ressources modernes identifiées dans une économie performante) ne justifient pas le but final : assurer la compréhension des documents officiels à un nombre relativement petit de fonctionnaires. Le rapport coût – bénéfice, dont parle M. Gheorghe Moldovanu (Moldovanu, 2007, p.296) dans sa recherche consacrée au bilinguisme en RM, est complètement dénaturé et prouve une dépense disproportionnée des fonds publics.

Quant à la composante **discours et attitudes politiques**, nous avons constaté une attitude très favorable envers le russe de la part du parti communiste qui s'est trouvé 8 ans au pouvoir (le russe était la langue préférée par son leader au détriment du roumain dans ses discours lors des congrès,

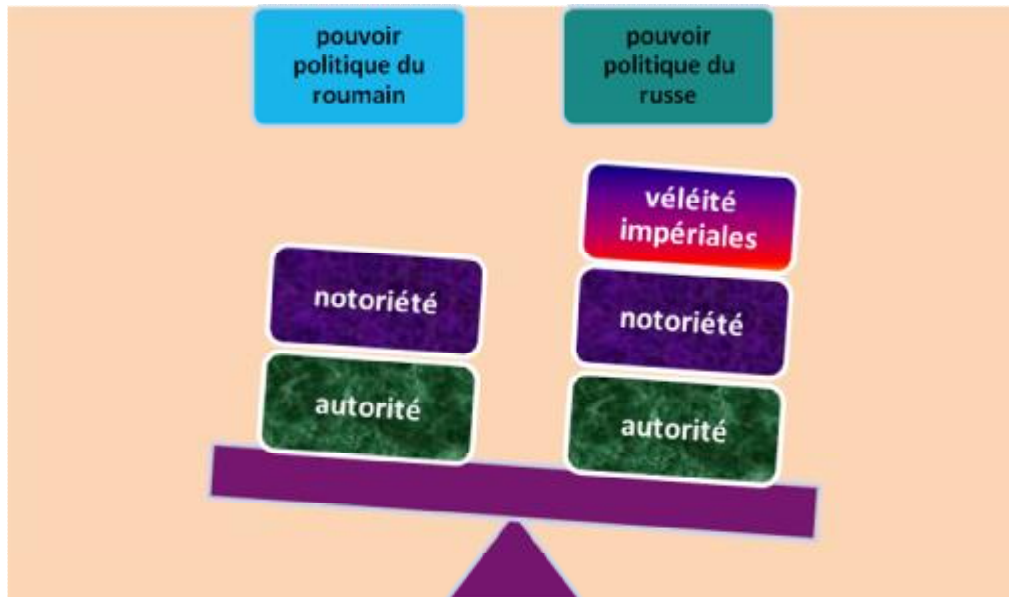
des manifestations publiques à caractère républicain, lors des conférences de presse, lors des émissions télévisées), fait qui a largement influencé l'opinion publique des électeurs. Mais l'exemple du langage parlé par le leader des communistes moldaves n'est pas à suivre, car en matière d'apanage linguistique, il est le produit d'une subculture linguistique, mélangeant dialecte, argot et emprunts du russe. Le pouvoir politique en RM a changé après les élections du 29 juillet 2009, étant à présent entre les mains d'une nouvelle classe politique. Le « visage » linguistique des leaders politiques a changé lui aussi. Ils sont porteurs d'une langue roumaine correcte, sont capables de tenir des discours improvisés, non pas seulement écrits d'avance, des discours cohérents, logiques et persuasifs, dans la perspective d'une véritable démocratie, admettant la différence d'opinions et la liberté d'expression. Néanmoins, les esprits percevants des citoyens déjà font la distinction entre les leaders les plus « dotés » verbalement et ceux qui restent encore dans la zone modeste de l'art oratoire. Sans citer des exemples concrets, nous avons pu remarquer le rapport de proportionnalité directe qui existe entre les capacités langagières/oratoires des leaders et leur popularité parmi les électeurs. Dans cet ordre d'idées il faut donner raison à Claude Hagège qui affirmait :

*« ...celui qui possède la langue est investi d'autorité. D'une plus grande autorité que celui qui en a une commande hésitante. L'Homme d'État, s'il réussit comme Atatürk en Turquie à contrôler le cours de la langue à une de ses étapes décisives, ajoute à son pouvoir un autre pouvoir, anonyme et efficace. »*

(Hagège, 2002, p. 270)

Nous ne savons pas si ce pouvoir d'un leader politique est tellement anonyme, peut-être dans la mesure où il est moins senti dans les milieux non-avisés, mais les intellectuels, certainement, savent apprécier et voir la différence entre un verbiage démagogique, langue de bois, « logocratie » et la tenue linguistique austère, sobre, concrétisée par des actions ponctuelles.

La composante suivante du graphe – *la presse, l'audiovisuel*, l'Internet – est dans le cas de la réalité moldave un exemple écrasant de la domination du russe en RM. Il y a plus de revues et journaux en russe qu'en roumain, il y a plus de chaînes télévisées et radios en russe qu'en roumain, diffusées par des prestataires de services respectifs. Nous avons inclus cette composante dans le pouvoir politique et non pas culturel, d'autant plus que la presse en République de Moldavie n'est pas encore libre, elle est engagée, et, à propos, la presse et l'audiovisuel de langue russe, reflètent à 95% ses sympathies pour le parti communiste, celui-ci favorable, à son tour, au maintien du statut officiel, et même en plus, de la langue russe en RM.



**Graphe 4. La balance des pouvoirs politiques du roumain et du russe en RM.**

Le graphe nous indique de manière symbolique, mais pertinente, le retard que le roumain atteste dans son élan à devenir un pouvoir politique, et donc un instrument efficace assurant la communication dans les frontières d'un état avec de graves problèmes sécessionniste (la région Transnistrienne). Ce déficit de pouvoir politique attribué à la langue roumaine est empiré par les vaines discussions autour du nom de la langue, discussions qui ont servi de fondement pour les doctrines politiques. Aujourd'hui en RM peu importe la doctrine, la question est plutôt la suivante : si tu appelles ta langue le roumain – tu es, donc, pro-européen, si tu appelles ta langue le moldave – tu es donc, un pro-est, un nostalgique de l'empire soviétique. Il en est de même pour la question identitaire (Gutu, 2007). Plus problématique encore nous semble être la réforme constitutionnelle. Le fameux article 13 de la Constitution risque de se transformer en pierre de touche, devant par les orages qu'il suscitera, le problème de l'élection du président. Une constitution adoptée par référendum devrait-elle solliciter l'opinion du peuple dans la question : comment appeler correctement la langue ? Notre opinion est tranchante : non. Dans un territoire qui a été dénationalisé, après le rapt de la Bessarabie par la Russie tsariste en 1812, ayant passé par l'occupation soviétique au XX-ème siècle, dont les citoyens âgés n'ont pas encore tous rattrapé l'alphabet latin depuis 1989, il n'en est pas question de soumettre au plébiscite une telle appréciation. Les savants se sont exprimés clairement et irrévocablement à ce sujet. Point final. Nous ne sommes pas en Macédoine, où la volonté politique implique l'affirmation de l'existence d'une langue macédonienne, nous autres, sachant tous que c'est la même langue bulgare. Nous ne sommes pas non plus dans les autres pays ex-yougoslaves qui à l'époque de l'Empire tous parlaient le serbo-croate, et aujourd'hui on atteste l'existence d'une multitude de langues, motivées par les noms des pays, déclarés tout récemment indépendants. C'est là le temps aux linguistes d'intervenir, et quelle merveilleuse digression que celle de Hagège :

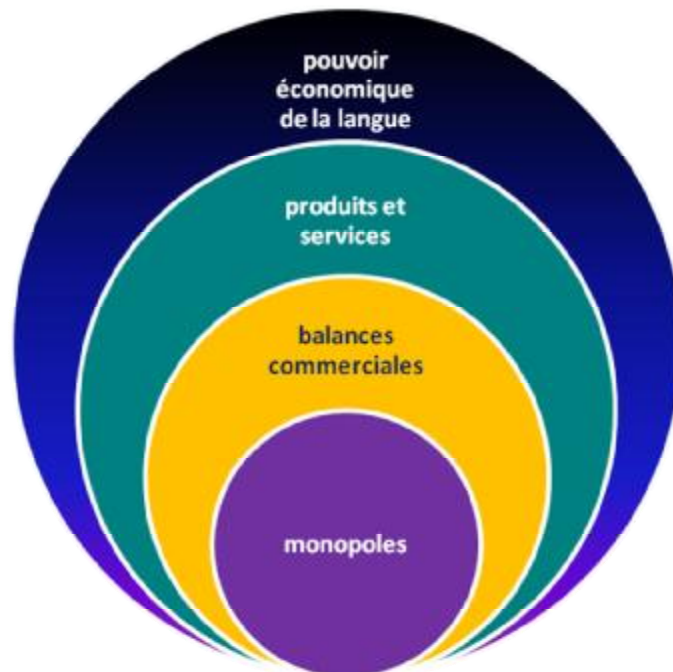
*« ...S'il n'intervient pas, il abandonne l'initiative à ceux qui, en tout état de cause, ne se soucient guère d'obtenir sa bénédiction pour intervenir eux-mêmes en permanence, par ... les lois, sur le destin des langues. À laisser le champ libre aux ingénieurs, savants, juristes qui inventent – et souvent parviennent à accréditer – des technoclectes, il risque de laisser croire que les langues sont affaires trop graves pour être confiées aux linguistes. »*

(Hagège, 2002, pp. 270-271)



Il est temps que les linguistes de la RM s'impliquent activement dans le processus d'écriture de lois sur les politiques linguistiques, d'autant plus que le potentiel savant est très solide et tenace pour y revendiquer la venue de l'ère de la vérité scientifique en tant que jugement de valeur en dernière instance. C'est ensuite à l'éducation de continuer l'œuvre des linguistes. Nous en reparlerons plus bas, dans le paragraphe *Le pouvoir culturel de la langue*.

**Le pouvoir économique de la langue.** Le matériel, en dépit de nos visions idéalistes, est aussi convoité par la langue. Rappelons-nous les fameux voyages des géographes et des commerçants. Les produits exotiques apportés d'outre mer entraient dans les pays et leurs noms étrangers avec. Ainsi, les langues des riches commerçants devenaient-elles, volens nolens, accueillantes pour de nouvelles dénominations, désignant surtout les produits de luxe, ou autres, dont les cours royales ne pouvaient plus se passer. Les colonies, alors, devinrent des sources d'enrichissement économique, mais aussi linguistique. En fait, c'est un mouvement inverse à celui de l'exercice d'un véritable pouvoir économique de la langue, qui est toujours exocentrique/extrinsèque. Nous proposons le graphe No5 qui représente les parties constituantes du pouvoir économique de la langue, abstraction faite des empires historiquement connus, nous rapportant surtout à l'époque moderne, et plus concrètement encore, au cas de la RM. Il faut immanquablement mentionner les buts stratégiques à long terme des pères fondateurs de l'U.R.S.S. quand ils ont conçu les économies des 15 républiques-sœurs complètement dépendantes de la Russie. Aussi, n'y a-t-il jamais eu en RM à l'époque soviétique d'entreprise capable d'assurer par elle seule un processus économique dès l'étape de la transformation de la matière première jusqu'à l'étape de la sortie du produit final. Sans parler de la dépendance à 100 % de la RM vis-à-vis du gaz russe. Et voici donc la première composante du pouvoir économique de la langue : **les monopoles**. La compagnie Moldova-gaz est l'entreprise fille de Sa Majesté le Gazprom russe, détenant le portefeuille majoritaire d'actions. La domination de la langue russe à l'intérieur de la compagnie, avec un directeur qui ne parle pas roumain, est évidente. On ne pourrait même pas penser à un bilinguisme, sinon, à un monolinguisme, alias, domination d'une langue minoritaire non seulement à l'intérieur de la compagnie, sinon, à l'extérieur d'elle, car le gaz aujourd'hui signifie tout dans l'économie moldave.





### **Graph 5. Les constituantes du pouvoir économique de la langue .**

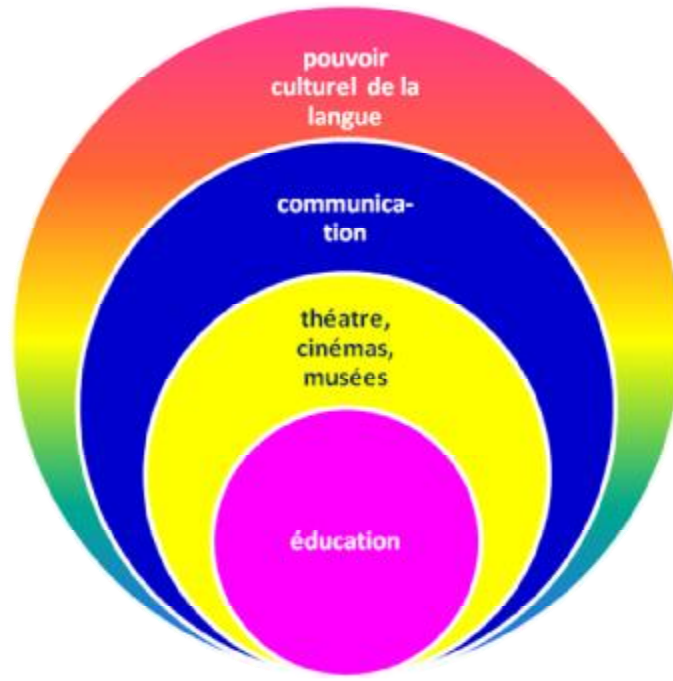
**La balance commerciale** en RM est, durant des années, déficitaire. Cet état de choses dure depuis l'indépendance. En l'absence d'une politique économique équilibrée, qui puisse protéger le producteur autochtone, la RM importe, importe et importe. Et, c'est comme à l'époque des empires, les produits viennent avec leurs langues. Toutes les marques les plus renommées ont des franchises dans les pays de l'Est, et surtout en Russie. Nous passons suavement à la composante **produits et services**, pour continuer avec le graphe No 5. Si vous achetez un produit Garnier, l'Oréal, peut-être moins Dior, il a une note en russe. C'est vrai qu'en vertu d'une loi sur la publicité et l'importation des produits, ils doivent être accompagnés obligatoirement d'une note traduite en langue officielle, c'est-à-dire en roumain. Mais qui va lire une note ou un mode d'emploi rédigés avec des caractères tellement petits et illisibles que le consommateur se contentera de les lire en russe. C'est de là que vient le mélange catastrophique des termes de ménage, produits de beauté etc. connus par la population plutôt en russe qu'en roumain. Cela est encore pire pour les services. Votre avion atterrit à l'aéroport de Chisinau. Les gardes-frontières ne parlent que russe, dans la plupart des cas, les chauffeurs de taxi vous proposent leurs services en russe, il y a plein de publicités en russe à l'aéroport, sur les panneaux de la route vers le centre-ville, au mieux, dans certains cas ces panneaux sont bilingues. Vous êtes à une exposition de produits des technologies nouvelles. La modération et les présentations se font en russe. Vous êtes à une remise de prix pour les meilleurs producteurs de vins – c'est le même déjà vu. Vous êtes à une loterie de produits électroménagers – la même rengaine. Vous prenez un taxi, peu importe de quelle compagnie, aucune n'utilise le roumain comme langue de communication entre les chauffeurs et la centrale ! Aucune ! Vous êtes dans les grandes surfaces commerciales, 8 vendeurs sur 10 vous serviront en russe. Ils ne connaissent même pas les formules de salut en roumain. Hélas, c'est la réalité. Une réalité triste pour le roumain en RM dans la perspective de son pouvoir économique. Nous croyons que la représentation graphique de cette réalité serait la même que pour le pouvoir politique.

**Le pouvoir culturel de la langue.** Là nous sommes déjà sur un terrain plus connu et très indiqué en matière de langue.

*« Aucune langue ne peut exister sans être cimentée dans le contexte culturel, de même qu'aucune culture ne peut exister s'il n'y a pas au centre une langue naturelle. La langue est, donc, le cœur qui bat à l'intérieur de la culture et seule l'interaction des deux peut donner naissance à l'énergie de la vie. »*

(Benjamin Lee Whorf, cité d'après Han, 2009, p. 114)

Le concept même de la langue est indissolublement lié à la culture, à la civilisation. Nous proposons le graphe suivant, postulant les constituantes du pouvoir culturel de la langue. Il est facile de constater que le fondement du pouvoir culturel d'une langue est basé sur **l'éducation**.



**Grphe 6. Les constituantes du pouvoir culturel de la langue.**

En fait, en RM depuis 1989 le roumain a été enseigné à l'école et c'est grâce à l'éducation correcte de ces nouvelles générations que le 7 avril 2009 a eu lieu la révolution Twitter à Chisinau. C'est pour la première fois dans cet article que nous allons remarquer le progrès incontestable du roumain dans le système éducationnel de la RM, par rapport à d'autres segments de la société : politique et économie, par exemple. Quel a été le mécontentement des jeunes bondissant sur la place centrale de la ville ? Une révolte face aux résultats des élections fraudés par les communistes, mais aussi une révolte contre la subculture politique et linguistique des communistes. Les jeunes éduqués dans l'esprit des valeurs européennes avaient déclaré la tolérance zéro à cette subculture qui leur était inculquée de force par le biais des médias engagés, par le biais des décisions politiques incorrectes, souvent menant à des ingérences grossières du politique dans l'éducationnel. Le phénomène a été amplifié par la composante communication, multipliée, celle-ci à son tour par les performances des technologies nouvelles. Nous serons d'accord avec Utaker, qui réitère l'idée saussurienne visant l'essence instrumentaliste de la langue en tant que fil conducteur en matière de communication conjuguée à l'importance des technologies dans la communication :

*« L'image de la langue-instrument semble, en quelque sorte, beaucoup plus moderne que celle de la langue-organisme. Comme tous ses contemporains, Saussure met l'accent sur la communication et sur le fait que c'est l'homme qui parle et qui communique. Mais sa différence se mesure par l'emploi particulier qu'il fait du terme « instrument ». Les nouvelles technologies de communication – le télégraphe, le téléphone – visualisaient la communication comme transmission : un message est transmis par un émetteur à un récepteur, grâce à un code et un moyen de communication (ou un canal) ; le télégraphe inspirait ainsi une nouvelle théorie du langage. »*

(Utaker, 2002, p. 212)

Ne serait-ce que les engins qui ont évolué : à l'époque de Saussure c'était le télégraphe, aujourd'hui c'est l'Internet avec les réseaux de socialisation tels Facebook ou Twitter. Car la

révolution de Chisinau a été celle de Twitter – nouveau moyen de communication fulminante sur Internet, téléphones portables etc. Parfois j'éprouve un sentiment de honte que dans le pays du dernier bastion du communisme – la RM – la population a pris un retard considérable à détrôner un régime antipopulaire, ayant synchronisé ses événements avec l'Iran, un pays musulman. Et ce retard est aussi dû à l'éducation, dans ce cas déjà, au sens large du mot : l'éducation de la population. Car cette éducation se fait également, si l'État y est intéressé. D'ailleurs, l'État doit se soucier le premier de l'éducation de ses citoyens. Hélas, ce n'était pas le cas de la gouvernance communiste.

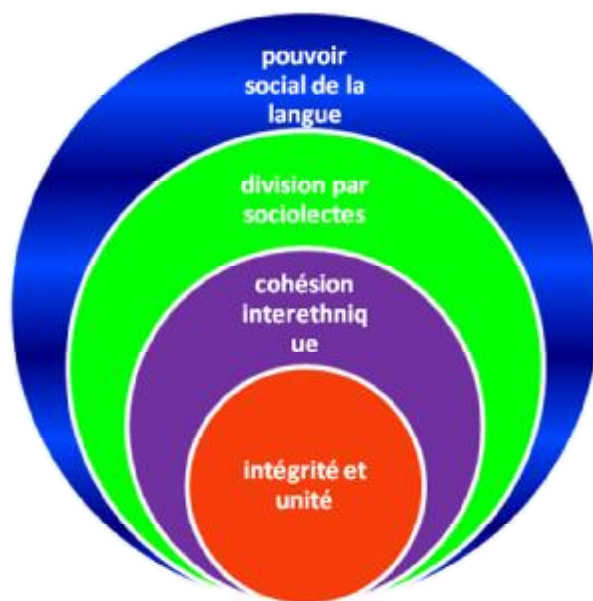
Mais, qu'en est-il du russe dans le système de l'éducation ? Dans le pré-universitaire c'est une discipline obligatoire à partir de la V-e classe. Les élèves des lycées roumains parlent tous le russe sans empêchement. La réciprocité n'est pas valable pour les élèves des lycées russes. Seulement les meilleurs des meilleurs réussissent à apprendre le roumain. Pourquoi ? On a mille fois incriminé les professeurs de roumain pour ne pas avoir les bonnes méthodes d'enseignement du roumain, pour avoir conçu de mauvais curricula etc. Faux. Revenons au pouvoir politique du russe en RM – la composante *mass média, TV radio et Internet*. C'est là que gît la réponse. Les efforts constants, déployés souvent dans des conditions économiques précaires (et nous pensons aux professeurs de province) ont assuré à la langue roumaine une place et un rôle primordial dans la formation des générations montantes. Vivat Academia, vivant profesores! Et vive la révolution des jeunes !

Les théâtres en Moldavie montent des spectacles en roumain. Il y a un théâtre russe à Chisinau, avec de riches traditions. Mais le théâtre est un art qui cède aux yeux des jeunes face au cinéma, par exemple, qui en RM est lui exclusivement en russe. Les films sont importés de Russie, ils sont donc tous doublés en russe. Et c'est dans les conditions où les jeunes d'aujourd'hui, car ils sont très doués pour les langues, possèdent librement l'anglais et le français. Juste métaphoriquement nous pouvons parler de l'exportation culturelle, d'un côté, de l'art cinématographique américain revêtu dans un apanage linguistique russe. Cet état de choses, malheureusement, mène à une « paresse » de l'esprit percevant, car le spectateur se refuse à lire les sous-titres et se laisse assujettir par le son doublé. J'ai été surprise d'entendre les opinions de certains citoyens moldaves qui préféreraient les films doublés en russe à ceux originaux. Quelle est donc l'image de la balance du pouvoir culturel du roumain par rapport à celui du russe ? Peut-être celle-ci :



*Grappe 7. Balance du pouvoir culturel des langues en RM.*

**Le pouvoir social de la langue.** L'état-nation n'étant plus d'actualité surtout dans le cas de la RM, la cohésion sociale devient l'élément intégrateur dans un État où le fonctionnement des langues risque de déclencher des phénomènes ségrégatifs. Selon nous le pouvoir social de la langue réside dans ses capacités d'assurer l'intégration sociale des individus dans une société donnée et éviter l'exclusion en tant que forme de discrimination. Le graphe qui structure le pouvoir social de la langue détache trois segments. Nous avons exclu celui de la confession avec la mention que le roumain est la langue de la confession majoritaire, sans passer sous silence la division des métropolies orthodoxes en celle dépendant de Moscou et celle dépendant de Bucarest.



**Graph 7. Les constituantes du pouvoir social de la langue.**

Comme nous permet de le distinguer le graphe, nous proposons l'intégrité *normative de la langue* en tant que composante fondamentale du pouvoir social de la langue. En général tout en parlant du roumain il faut remarquer l'intégrité de cette langue et aussi le pouvoir de résistance aux occupations linguistiques subies au cours de l'histoire. En commençant par la romanisation qui a duré moins de deux siècles (à partir de 106 jusqu'à 271) et qui est aujourd'hui contestée par certains savants. L'explication de la romanisation de la province des Daces est uniquement mythique, car il est difficile de s'imaginer qu'un peuple durant seulement 150 ans puisse abandonner sa langue au profit de celle des occupants, continuant, par contre, à persévérer dans ses traditions et habitudes. Ce mystère de l'unité et de l'intégrité du roumain (à comparer avec l'allemand, l'espagnol ou le français) s'amplifie dans l'exemple du roumain de la Bessarabie, annexée en 1812 par la Russie et qui a gardé sa langue intacte, depuis il y aura bientôt 200 ans. Le roumain ne connaît pas de dialectes, à l'exception de régionalismes, mais c'est le moindre des soucis pour une langue. En République de Moldavie il n'y a pas de problème de désintégration linguistique dans le cas du roumain. Malgré les obstacles créés par la coexistence avec le russe, malgré toutes les pressions médiatiques etc. Cet atout vient consolider le pouvoir social du roumain.

Une autre constituante du pouvoir social c'est le rôle du roumain en tant que *liant interethnique*, alias instrument de communication entre les minorités ethniques cohabitant en RM. À notre vif regret, ce rôle n'est pas du tout assumé par le roumain, et c'est une conséquence directe des politiques linguistiques incorrectes ou plutôt du manque de telles politiques en RM depuis son indépendance. Bizarrement les Gagaouzes insistent sur le statut de langue officielle accordé au russe, sans avoir étudié à fond leur propre langue. Ils n'étudient même pas à l'école élémentaire

dans leur propre langue (ils ne le veulent pas). Et en plus, il y a une politique de rejet du roumain qui est mise en place dans les écoles, et même dans les institutions publiques. C'est politiquement incorrect et ingrat par rapport à la population majoritaire qui a accueilli cette peuplade de Turcs christianisés, dont les représentants ont été toujours exonérés des responsabilités fiscales et militaires tout au long de l'histoire et qui a reçu l'autonomie territoriale immédiatement après l'indépendance de la RM. Sans parler des autres minorités ethniques – Russes, Ukrainiens, Bulgares, Juifs – qui préfèrent le russe en tant que langue de communication interethnique.

La division du roumain en sociolectes se manifeste au niveau des segments professionnels, nous dirions qu'il s'agit d'une diglossie, pas du tout dialectale, mais réduite à des différences phoniques. Cette diglossie semble s'instaurer entre les milieux intellectuels et les milieux des habitants des provinces. Encore une fois l'unité et l'intégrité du roumain se manifeste de manière évidente, car il n'existe pas de sociolectes en RM, pas d'argots, pas de langages des banlieues, tel le verlan en français. Il en est de même pour le russe, d'autant plus que la minorité russe est surtout concentrée dans les milieux urbains. Tout de même, les intellectuels ont à se plaindre, pareillement à Barthes, des différences de langage dues surtout aux différences de mentalités et de pensées :

*« Dans notre culture, dans la paix culturelle, la Pax culturalis à laquelle nous sommes assujettis, il y a une guerre inexpiable des langages : nos langages s'excluent les uns les autres ; dans une société divisée (par la classe sociale, l'argent, l'origine scolaire), le langage lui-même divise. Quelle portion du langage, moi, intellectuel, puis-je partager avec un vendeur des Nouvelles Galeries ?... la séparation des langages est un deuil permanent. »*

(Barthes, 2002, p. 114)

Les ratés de la RM durant ses 19 ans d'indépendance quant à « l'alphabétisation » de la population, car le roumain en RM a revêtu son habit latin en 1989, sont liés, de nouveau, au manque de politique linguistique au niveau de l'État. Normalement, ce ne devrait pas être seulement l'école qui se charge de la mise en circulation du roumain, mais aussi d'autres institutions publiques: les mass médias, premièrement, et surtout, l'audiovisuel. Car, nous appuyons l'avis des chercheurs roumains à propos de l'influence directe qu'ont les moyens techniques sur le perfectionnement de la culture linguistique des gens :

*« Par l'intermédiaire d'un support de transmission technique (une production écrite, audio-visuelle etc), la communication médiatique quotidienne facilite la construction des relations sociales interpersonnelles qui se situent à un certain niveau et connaît des formes distinctes selon les cadres situationnels, les finalités et les sujets visés, le langage y étant envisagé comme un moyen d'agir sur un contexte interlocutif ».*

(Coroi, Balatchi, 2008, p.48)

Bilan : les constituantes du pouvoir social du roumain en République de Moldavie clochent au chapitre communication interethnique. Ce segment prendra beaucoup de temps pour renverser la balance et devancer le russe dans ce sens.

**Le pouvoir européen de la langue.** Cette partie de notre article ne sera pas consacrée au roumain, même si cette langue est déjà parmi les 23 de l'UE. Il constituera, plutôt, une sorte de conclusion, pour ne pas donner l'impression d'une antagonisation lors de l'ère de la globalisation et des métissages culturels et linguistiques de plus en plus croissants.

*« Le plurilinguisme équivaut à la tour de Babel, mais, en même temps, il entraîne une concurrence des langues, ce qui est encourageant pour la créativité, pour aller*

*contre la complaisance culturelle et la « médiocrisation ». L'enseignement et la littérature peuvent beaucoup contribuer à cette construction ».*

(Modreanu, 2008, p. 338)

Dans les institutions européennes on atteste une sorte de langage issu de l'utilisation de différentes langues européennes. Il s'agit de l'europanto :

*« l'europanto serait une forme de libération linguistique, une appropriation culturelle de l'anglais. Les conditions sociales de l'apparition de l'europanto sont les mobilités sociales, l'absence d'institutions solides et le besoin de communiquer. »*

(*Les langues du monde*, 1999, p. 148)

L'europanto serait-il un retour à l'avant-Babel ? Pourquoi pas, dans les couloirs des institutions européennes, non pas dans les salles de réunion. C'est pourquoi en République de Moldavie les politiciens doivent se rendre compte de l'importance accrue de la mise en circulation des langues de communication internationale au niveau des institutions de l'État. Les politiques dans le domaine de l'apprentissage des langues doivent être changées elles aussi.

La République de Moldavie doit résoudre immédiatement ses problèmes linguistiques et instituer des politiques linguistiques correctes. Et ce sont les linguistes qui doivent apporter leur contribution au sujet, non pas seulement les politiciens. L'action des linguistes doit être concertée, fondée scientifiquement et orientée pragmatiquement vers la vie réelle. Les linguistes doivent quitter leurs bureaux et les salles des bibliothèques pour annoncer aux politiciens qu'ils existent, qu'ils sont là, nombreux et décidés à changer les choses, et que c'est à eux de mettre le point final sur le I dans le problème de la langue roumaine en RM, qui doit être indépendante de tout pouvoir politique, afin d'exclure à l'avenir toute tentative d'exploitation de la langue au profit des intérêts politiques.

*« C'est pourquoi l'action humaine sur les langues, si elle veut être un peu plus qu'un fantasme de maître, doit se développer en indépendance de tout pouvoir. La part que prend le linguiste, lorsqu'une situation le rend légitime, dans le travail de planification et de réforme, est, à côté de l'enseignement des langues, de la traduction et de la réponse au déficit informatique, une des grandes voies d'application qui peuvent donner à son activité une prise réelle sur le cours des choses. En prenant sa place dans l'entreprise réformatrice des langues, le linguiste peut contribuer à engager sur des voies moins incertaines leur avenir et peut-être, en quelque mesure, celui des peuples qui les expriment. »*

(Hagège, 2002, pp. 270-271)

Avec ces propos de Claude Hagège nous terminons notre article dans l'espoir que notre modeste contribution trouvera une suite favorable dans nos actions ultérieures.

### **Sources bibliographiques :**

Barthes, Roland. *Le bruissement de la langue*. Paris, Éditions du Seuil, 2002. 440 p.

Coroi I.-C., Balatchi R.-N. *Les valeurs de la francophonie reflétées dans la presse roumaine*. In : *Intertext*, No3/4, 2008, pp.45-50.

Farago, France. *Le langage*. Paris, Armand Colin, 2004. 190 p. (p.26).



Gutu, Ana. « Coerciția limbii – expresia falsului intenționat ». In *Româna ca limbă străină – între metodă și impact cultural*. Simpozion internațional. Iași, 23-24 octombrie 2008. pp.26-33.

Gutu, Ana. « Des langues et des identités en République de Moldova ». Revue électronique *Regard sur l'Est*. [http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu\\_imprim.php?id=93](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu_imprim.php?id=93)

Hagège, Claude. *L'homme de paroles*. Paris, Folio Essais, 2002. 411 p.

Han, Bianca-Oana. « Traducere și cotext ». In : *Limba română*, No11-12, 2009, p.114-118.

*Les langues du monde*. Paris, Pour la Science, 1999. 156 p.

Modreanu S. « Identité (s) fuyante (s) ». In : *La francophonie et la nouvelle identité européenne*. Iasi, Éditions Universitaires « Alexandru Ioan Cuza », 2008. P. 333-339.

Moldovanu, Gheorghe. *Politică și planificare lingvistică : de la teorie la practică*. Chișinău, 2007, 372 p.

Utaker, Alrid. *La philosophie du langage*. Presses Universitaires de France. Paris, 2002. 306 p.